

[Texte]

As you know, I come from New Brunswick, which is the only province that would not require that distinction because our provincial official languages act ensures that whatever happens in New Brunswick is with equality for both official linguistic communities.

How can we achieve the kind of symmetry in other provinces that we enjoy in New Brunswick? It is not perfect in New Brunswick. There are many people who fight about it, attack it and challenge it, but it works day in and day out. Two weeks ago I had the privilege of opening

le Centre communautaire Sainte-Anne à Fredericton en français. J'ai dit que j'étais fier. . .

**Une voix:** Bravo!

**Le président:** Pas en très bon français.

In any event, how do we achieve that New Brunswick model and spirit in these cultural agreements in other provinces, if there are to be cultural agreements?

**M. Godbout:** Il y a un ingrédient qui est nécessaire pour qu'on puisse connaître de telle lois ailleurs au pays. Cela s'appelle la volonté politique. J'oserais dire que cela s'appelle aussi le leadership politique. En ce moment, les gouvernements provinciaux ont une occasion en or, avec ce qu'on appelle malheureusement la crise constitutionnelle, de poser des gestes semblables pour envoyer des messages clairs au Québec, à savoir que le français n'existe pas uniquement au Québec et que l'anglais n'existe pas uniquement dans le reste du Canada.

C'est à une telle ouverture qu'on s'attendait, peut-être de façon un peu plus précise, notamment du gouvernement de l'Ontario. On avait un premier ministre qui, quand il était dans l'opposition, n'avait aucune difficulté à appuyer le concept d'une province bilingue, mais malheureusement, le pouvoir l'a teinté d'une timidité qui nous inquiète. Si ce genre de message était donné, si le gouvernement de l'Alberta entre autres reconnaissait sa responsabilité et reconnaissait la décision de la Cour suprême dans le cas Mahé et donnait aux francophones la gestion de leurs écoles, cela prouverait au Québec que le Canada est un pays avec deux langues officielles d'une mer à l'autre.

Il y a une autre maxime, mais elle est en anglais:

Thou cannot legislate goodwill.

C'est une question d'attitude. Si de plus en plus de personnes, si de plus en plus de députés fédéraux se mettaient à parler de la dualité linguistique au lieu de la cacher comme on le fait en ce moment pour pas soulever des tollés de la part d'extrémistes, les Canadiens redécouvriraient peut-être leur identité que tout le monde a cherché à cacher pour ne pas que certains groupements se prononcent d'une façon intolérante.

En ce moment, si j'exprime un malaise, c'est qu'on sent un malaise. On sent qu'on veut régler toute cette question-là, mais il ne faut pas parler de la question linguistique. La question linguistique nous caractérise. C'est un peu comme

[Traduction]

Comme vous le savez, je viens du Nouveau-Brunswick, qui est la seule province où il ne serait pas nécessaire de faire cette distinction parce que notre loi sur les langues officielles assure que tout ce qui se passe au Nouveau-Brunswick respecte le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques.

Comment pouvons-nous réussir à mettre en application dans les autres provinces cette symétrie dont nous jouissons au Nouveau-Brunswick? Ce n'est pas parfait au Nouveau-Brunswick. Il y a beaucoup de personnes qui luttent contre ce principe, qui l'attaquent et qui le contestent, mais on le respecte dans les activités quotidiennes. Il y a deux semaines, j'ai eu le privilège d'inaugurer

the Centre communautaire Sainte-Anne in Fredericton in French. I said that I was proud. . .

**A member:** Hear, hear!

**The Chairman:** Not in very good French.

En tout cas, comment est-ce que nous allons réussir à faire adopter l'esprit et le modèle du Nouveau-Brunswick dans les accords culturels conclus avec les autres provinces, si nous espérons avoir de tels accords?

**Mr. Godbout:** One ingredient is necessary to achieve such legislation in the rest of the country. It is called "the political will". I might add that it is also called political leadership. At the present time, the provincial governments have an ideal opportunity, in view of what is unfortunately called the constitutional crisis, to take steps to send a clear message to Québec that French does not exist only in Québec, and that English does not exist only in the rest of Canada.

This is the sort of initiative that we expected, perhaps even more specifically, particularly from the Ontario government. There was a premier who had no difficulty, when he was in opposition, in supporting the idea of a bilingual province; however, we note that he has become disturbingly timid in power. If this message were to be put across, if the Alberta government, for example, were to acknowledge its responsibility and implement the Supreme Court decision in the Mahé case, and were to allow francophones to manage their schools, it would prove to Québec that Canada is a country with two official languages from coast to coast.

There is another maxim in English which says:

Il n'y a pas les lois qui garantissent la bonne volonté.

It is a matter of attitude. If a greater number of people and members of Parliament began to talk about linguistic duality instead of hiding for fear of provoking protests from the extremists, Canadians might rediscover the identity that everybody is trying to hide so as to prevent intolerant outbursts by certain groups.

At the present time, I am expressing a malaise, because we feel it. We think that the aim is to resolve the entire issue, but without speaking about the linguistic issue. The linguistic issue is fundamental to our being. It is as though